

14 Débats



Un militant vend des casquettes portant le slogan «Make America Great Again» traduit en espagnol, lors d'un meeting de campagne pro-Trump. (OCTOBRE 2019, SAN ANTONIO (TEXAS)/ERIC GAY/THE ASSOCIATED PRESS)

Les Etats-Unis, un pays multilingue malgré lui

UN PAYS, PLUSIEURS LANGUES

La question des langues aux Etats-Unis a fait l'objet d'un débat redoublé ces derniers mois, alimenté par la virulente rhétorique du président Donald Trump à l'égard des immigrés et de la diversité linguistique. De nouvelles politiques, mises en place par des décrets présidentiels, visent à redéfinir le paysage linguistique dans le but d'instaurer un monolinguisme national. Cependant, quoi que souhaite Trump, les Etats-Unis sont une nation multilingue, et le manque de soutien aux compétences linguistiques a des répercussions importantes, pour le pays autant que pour ses citoyens.

L'histoire des Etats-Unis est faite d'expansion territoriale, de migration et de diversité linguistique. Avant l'arrivée des Européens, des centaines de langues autochtones étaient parlées sur le territoire de ce qui allait devenir les Etats-Unis – nombre d'entre elles sont encore utilisées aujourd'hui. Ce sont des hispanophones qui ont fondé les premières colonies européennes permanentes aux Etats-Unis, plus de 50 ans avant l'arrivée des colons anglophones. Au début du XIXe siècle, la population américaine s'est enrichie d'un grand nombre de francophones et d'hispanophones à la suite de l'acquisition de territoires appartenant à la France et au Mexique. La migration forcée des esclaves africains a introduit des langues africaines et contribué à la création de nouvelles langues créoles. Pendant deux siècles, les Etats-Unis ont accueilli des vagues d'immigrants parlant des langues scandinaves, slaves et romanes.

Le résultat: une personne sur cinq aux Etats-Unis parle aujourd'hui une langue autre que l'anglais chez elle, un pourcentage qui ne cesse d'augmenter depuis plusieurs décennies. L'espagnol, deuxième langue la plus parlée du pays, est utilisé à la maison par plus de 42 millions de personnes. Et les dernières données du recensement ont répertorié plus de 350 langues parlées aux Etats-Unis. Cette grande diversité linguistique, façonnée par l'histoire de l'immigration, pourrait constituer une ressource nationale considérable.

Pourtant, au cours de l'histoire, les Etats-Unis ont manqué de soutenir leur



DANIEL OLSON
DIRECTEUR DU LABORATOIRE DU BILINGUISME,
UNIVERSITÉ PURDUE (INDIANA)

Une personne sur cinq aux Etats-Unis parle aujourd'hui une autre langue que l'anglais chez elle, un pourcentage qui ne cesse d'augmenter

population multilingue, souvent au nom d'une idée de l'unité nationale mal définie. On retrouve tout au long de l'histoire américaine une opposition à la diversité linguistique – pensons aux pensionnats pour autochtones où leurs langues étaient interdites, aux journaux en allemand et aux écoles en japonais qui ont été fermés après des conflits internationaux.

Aujourd'hui, l'enseignement des langues n'est pas une priorité aux Etats-Unis. Seules 15% des écoles primaires publiques proposent l'apprentissage d'une deuxième langue, et le nombre d'élèves étudiant une deuxième langue continue de diminuer. Plusieurs Etats ont récemment supprimé toute exigence en matière de langue étrangère pour l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires. Quel contraste avec l'Union européenne, où 83% des élèves du primaire apprennent une deuxième langue.

Au niveau fédéral, l'administration Trump s'est particulièrement efforcée

de réprimer toute diversité linguistique. Mettant fin à près de 250 ans passés sans langue nationale, un décret signé par Trump a ainsi fait de l'anglais la «langue officielle» des Etats-Unis. Une proclamation qui fait suite à des propos pendant la campagne présidentielle critiquant les candidats qui parlaient espagnol, et mêlant discours anti-immigration et crainte du multilinguisme. Les dernières propositions budgétaires ont préconisé d'importantes coupes dans les programmes d'échanges linguistiques et culturels.

Or le manque de soutien au multilinguisme a des répercussions négatives tant sur les relations internationales que sur l'économie. L'insuffisance de candidats possédant les compétences linguistiques requises se traduit par un grand nombre de postes qui restent vacants dans les secteurs diplomatique et de la défense, ce qui affecte la politique étrangère et la collecte de renseignements. Sur le plan économique, les employeurs américains perdent des marchés faute de locuteurs compétents dans d'autres langues que l'anglais.

A l'échelle individuelle aussi, on observe une tendance à la perte: la maîtrise d'une langue autre que l'anglais disparaît généralement au bout de trois générations. Cette perte linguistique est particulièrement marquée dans les familles à faible revenu. Ainsi, ces locuteurs perdent les bénéfices (bien documentés) qu'apporte le bilinguisme sur les plans social, culturel et cognitif.

En tant que personne bilingue et linguiste ayant consacré une grande partie de ma carrière à l'étude du bilinguisme, je considère que la promotion du monolinguisme n'est pas un facteur d'unité, mais plutôt de division. Mon espoir est qu'avec le temps, nous finirons par reconnaître le multilinguisme comme une force nationale unique qu'il faut cultiver plutôt que craindre. ■

Le bilinguisme des Canadiens est surtout celui des francophones

UN PAYS, PLUSIEURS LANGUES



MICHELLE LANDRY
PROFESSEURE DE SOCIOLOGIE*

Au Canada, une lutte symbolique, mais aussi très pragmatique se déploie pour la reconnaissance du français depuis des décennies dans les arènes fédérales, provinciales et parfois municipales. Le bilinguisme institutionnel est donc d'une grande importance, mais a très peu d'impact sur le bilinguisme des anglophones. Ceci contribue à alimenter les critiques de la politique linguistique, surtout au Nouveau-Brunswick, seule province bilingue.

Le Nouveau-Brunswick, sur la façade maritime est du pays, est souvent perçu comme un microcosme de la société canadienne en raison de son bilinguisme officiel et du poids considérable des francophones (environ 30% au dernier recensement de 2021). Pourtant, son histoire est singulière et les tensions linguistiques sont récurrentes.

Les racines de la majorité de la population francophone remontent à la colonie française nommée Acadie, fondée au XVIIe siècle sur les territoires autochtones Wolastoqiyik et Mi'kma'ki de l'est du Canada actuel. La colonie passée aux mains de la puissance britannique en 1713, les Acadiens ont été pourchassés et déportés entre 1755 et 1762. Les francophones des Maritimes – l'appellation régionale des provinces – qui ont progressivement intégré à leur collectivité des francophones d'origines diverses, sont pour la plupart descendants d'Acadiens qui ont réussi à échapper aux déportations ou sont revenus s'établir dans les Maritimes après le Traité de Paris. Concentrés au Nouveau-Brunswick, ces francophones ont toujours maintenu une identité distincte des autres francophones du pays. Ils ont fondé, à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, des associations pour défendre leurs intérêts et

se sont mobilisés pour obtenir une reconnaissance de leur langue auprès de leur gouvernement provincial.

En 1969, la province est devenue officiellement bilingue, comme le Canada. Le bilinguisme officiel se traduit par un droit de recevoir les

services gouvernementaux dans la langue officielle de son choix. L'égalité des deux communautés de langue officielle est également reconnue par une loi provinciale et enchâssée dans la Charte canadienne des droits et libertés. Le Nouveau-Brunswick a également mis en place dans les années 1970 une dualité linguistique en éducation, c'est-à-dire deux systèmes parallèles dans lesquels les élèves apprennent l'autre langue officielle comme

langue seconde.

Pourtant, même si le français est une langue officielle et une langue internationale parlée par 321 millions de locuteurs dans le monde, le bilinguisme anglais-français est encore surtout l'apanage des francophones. Il n'était que de 18% à l'échelle canadienne et de 34% au Nouveau-Brunswick au dernier recensement de 2021. Le taux de bilinguisme anglais-français chez les Néo-Brunswickois ayant le français comme langue maternelle est passé de 53% en 1971 à 73% en 2021, tandis que chez ceux ayant l'anglais comme langue maternelle, le taux est passé de 5% en 1971 à seulement 16% en 2021.

Cet état de fait alimente par ailleurs les tensions linguistiques. Depuis des décennies, le faible taux de bilinguisme des anglophones fait partie intégrante de la rhétorique des militants, des associations et des partis politiques communément identifiés comme «anti-bilinguisme». Selon un sondage réalisé pour le compte du Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick en 2022, près d'un quart des anglophones de la province (24%) s'opposent au «concept de la loi sur les langues officielles». Le bilinguisme officiel est perçu par une frange de population anglophone comme un système qui les discrimine puisqu'il favoriserait l'embauche des francophones (proportionnellement plus bilingues) dans les emplois gouvernementaux ou empêcherait de pourvoir des postes cruciaux dans le système de santé. Pourtant, la majorité des postes de la fonction publique exige seulement l'anglais comme compétence linguistique (53% en 2021) et très peu des postes demandent seulement le français (4% en 2021). Dans cette province socioéconomiquement défavorisée, la question des emplois conjuguée au coût perçu du bilinguisme sert ainsi à justifier des demandes qui feraient reculer l'égalité des communautés de langue officielle. L'anglonormativité est si forte que de nombreuses personnes ne considèrent pas les compétences linguistiques au même titre que d'autres qualifications.

En somme, au Canada et au Nouveau-Brunswick, l'anglais n'est pas qu'une *lingua franca* internationale, il s'agit toujours d'un symbole de domination coloniale. Malgré les tensions récurrentes, le bilinguisme demeure un instrument de paix et de cohésion sociale en offrant une reconnaissance et des services à la minorité francophone. ■

* Michelle Landry est professeure de sociologie à l'Université de Moncton, Nouveau-Brunswick, où elle occupe la chaire de recherche du Canada sur les minorités francophones canadiennes et le pouvoir.

SÉRIE

Quatre langues nationales, mais à la fin, c'est l'allemand qui gagne. Vraiment? On a débattu de la Suisse toute la semaine dernière. Cette semaine, regard sur d'autres pays multilingues. Explorez notre dossier et écrivez-nous! hyperlien@letemps.ch